

Art. 4. Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie et des Télécommunications et Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et du Commerce extérieur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 septembre 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie
et des Télécommunications,
E. DI RUPO
Le Vice-Premier Ministre, Ministre des Finances
et du Commerce extérieur,
Ph. MAYSTADT

Art. 4. Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Economie en Telecommunicatie en Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en Buitenlandse Handel, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 september 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economie
en Telecommunicatie,
E. DI RUPO
De Vice-Eerste Minister, Minister van Financiën
en Buitenlandse Handel,
Ph. MAYSTADT

MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

F. 95 — 2712

[S — C — 16164]

5 JUILLET 1995. — Arrêté royal fixant les rétributions à payer au Fonds de la santé et de la production des animaux par les établissements laitiers et par les titulaires de licences de vente de produits laitiers

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 28 mars 1973 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, notamment l'article 3, § 1er, 5^e, modifié par la loi du 29 décembre 1990;

Vu la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux, notamment l'article 32, § 2, alinéa 10, inséré par la loi du 21 décembre 1994;

Vu l'arrêté royal du 27 février 1963 relatif à la distribution des produits laitiers, modifié par les arrêtés royaux des 23 août 1968, 3 octobre 1969, 18 décembre 1972, 24 juin 1977, 16 février 1982, 6 mai 1988, 11 juillet 1988, 7 novembre 1988 et 16 juin 1989, notamment les articles 4 et 6;

Vu l'avavis de l'Inspecteur des Finances, donné le 23 mars 1995;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 avril 1995;

Vu l'avavis du Conseil du Fonds de la santé et de la production des animaux, donné le 5 mai 1995;

Vu l'avavis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté on entend par :

1^e le Fonds : le Fonds de la santé et de la production des animaux;

2^e le Service : le service du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture, Administration de la Santé animale et de la Qualité des produits animaux, ayant le contrôle de la qualité des produits laitiers dans ses attributions;

3^e les établissements laitiers : les établissements laitiers agréés en vertu de l'arrêté royal du 7 mars 1994 relatif à l'agrément des établissements laitiers;

4^e les titulaires de licences : les titulaires de licences de vente de produits laitiers délivrées en vertu de l'arrêté royal du 27 février 1963 relatif à la distribution des produits laitiers.

Art. 2. § 1er. Une rétribution de 0,20 franc par kilogramme de graisse butyrique et 0,32 franc par kilogramme de protéines, contenues dans le lait collecté et/ou le lait et les produits à base de lait traités, transformés et/ou conditionnés, quelle qu'en soit l'origine ou la forme sous laquelle ils sont obtenus, est due par les établissements laitiers au Fonds.

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW

N. 95 — 2712

[S — C — 16164]

5 JULI 1995. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de retributies verschuldigd aan het Fonds voor de gezondheid en de productie van de dieren door de melkinrichtingen en door de houders van vergunningen voor de verkoop van zuivelproducten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 28 maart 1973 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en verzorgingsproduktum, inzonderheid op artikel 3, § 1, 5^e gewijzigd bij de wet van 29 december 1990;

Gelet op de diergezondheidswet van 24 maart 1987, inzonderheid op artikel 32 § 2, tiende lid, ingevoegd bij de wet van 21 december 1994;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 februari 1963 betreffende de verdeling van zuivelproducten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 23 augustus 1968, 3 oktober 1969, 18 december 1972, 24 juni 1977, 16 februari 1982, 6 mei 1988, 11 juli 1988, 7 november 1988 en 16 juni 1989, inzonderheid op de artikelen 4 en 6;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 23 maart 1995;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 19 april 1995;

Gelet op het advies van de Raad van het Fonds voor de gezondheid en de productie van de dieren, gegeven op 5 mei 1995;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^e het Fonds : het Fonds voor de gezondheid en de productie van de dieren;

2^e de Dienst : de dienst van het Ministerie van Middenstand en Landbouw, Bestuur voor de Diergezondheid en de Kwaliteit van de dierlijke produkten, die de controle van de kwaliteit van de zuivelprodukten onder zijn bevoegdheden heeft;

3^e de melkinrichtingen : de melkinrichtingen erkend in toepassing van het koninklijk besluit van 7 maart 1994 betreffende de erkenning van melkinrichtingen;

4^e de houders van vergunningen : de houders van vergunningen voor de verkoop van zuivelprodukten aangegeven in toepassing van het koninklijk besluit van 27 februari 1963 betreffende de verdeling van zuivelprodukten.

Art. 2. § 1. Een retributie van 0,20 frank per kilogram botervet en 0,32 frank per kilogram eiwit vervat in de verzamelde melk en/of de behandelde, verwerkte en/of verpakte melk en produkten op basis van melk, welke ook de herkomst en de vorm weze waaronder zij worden verkregen, is verschuldigd door de melkinrichtingen aan het Fonds.

§ 2. Si ces produits sont traités, transformés et/ou conditionnés successivement par plusieurs établissements laitiers, la rétribution est due par chacun d'eux pour autant que le transfert desdits produits ait fait l'objet d'une opération commerciale.

§ 3. En cas de travail à façon, la rétribution est due par le travailleur à façon pour autant qu'une rétribution ne soit pas perçue sur le produit travaillé auprès de son propriétaire.

§ 4. La rétribution n'est pas due par les établissements laitiers qui récoltent du lait cru ou de la crème si ces produits sont revendus sans traitement, transformation et/ou conditionnement et font l'objet de la perception d'une rétribution au stade immédiatement ultérieur.

Les fournitures de butteroil ou de ghee dans le cadre d'une aide alimentaire CEE ainsi que la fabrication de beurre concentré ou l'addition de traceurs au beurre ou à la crème en application du règlement (CEE) n° 570/88 de la Commission du 16 février 1988 relatif à la vente à prix réduit de beurre et à l'octroi d'une aide au beurre et au beurre concentré destinés à la fabrication de produits de pâtisserie, de glaces alimentaires et autres produits alimentaires, sont exonérées des rétributions prévues au paragraphe 1er.

§ 5. Pour le beurre concentré fabriqué en application du règlement (CEE) n° 3143/85 de la Commission du 11 novembre 1985 relatif à l'écoulement à prix réduit de beurre d'intervention destiné à la consommation directe sous forme de beurre concentré et du règlement n° 429/90 de la Commission du 20 février 1990 relatif à l'octroi par adjudication d'une aide au beurre concentré destiné à la consommation directe dans la Communauté, les rétributions sont fixées à 1/3 des rétributions prévues au paragraphe 1er.

Pour le beurre transformé par les grossistes qui retravaillent des produits laitiers, les rétributions sont fixées à 1/3 des rétributions prévues au paragraphe 1er.

Art. 3. Les rétributions suivantes sont dues par les titulaires de licences au Fonds pour la délivrance des licences visées :

a) négociants-grossistes en produits laitiers, négociants en lait cru et crème et grossistes qui retravaillent des produits laitiers fromagers : une rétribution de 2 600 francs;

b) grossistes qui retravaillent des produits laitiers autres que fromagers : une rétribution de 8 000 francs;

c) détaillants en produits laitiers, tenanciers de magasins de vente, colporteurs : une rétribution de 1 000 francs;

d) producteurs-colporteurs, détenteurs de vaches laitières pour la vente des produits laitiers de leur propre exploitation : une rétribution de 1 000 francs.

Art. 4. Les établissements laitiers qui exercent en plus l'activité de grossistes ou de détaillants paient les rétributions prévues à l'article 2 et à l'article 3.

Art. 5. § 1er. Les établissements laitiers transmettent au Service dans les quarante-cinq jours, après la fin de chaque mois pour les personnes récoltant du lait cru ou de la crème et pour les personnes redevables des rétributions dépassant 10 000 francs par mois, ou après la fin de chaque trimestre pour les autres, une déclaration des quantités soumises à rétribution.

Le paiement des rétributions dues est fait dans les deux mois après le mois ou le trimestre concernés. Dans une même année civile, un paiement inférieur à 500 francs peut être reporté à la période suivante.

§ 2. Les rétributions prévues à l'article 3 sont payables annuellement et par anticipation.

§ 3. Le paiement tardif entraîne de plein droit un intérêt de retard calculé au taux légal, majoré de 500 francs à titre de frais administratifs.

§ 4. Le Service détermine les modes de déclaration et de paiement.

Art. 6. Pour le remplacement et le renouvellement des titres de licences, perdus ou détériorés au cours de l'exercice, le Service perçoit un montant de 250 francs par titre.

Si au cours de l'exercice une modification intervient, notamment en ce qui concerne le titulaire de la licence, le siège ou la nature de l'entreprise, le nouveau titre est délivré gratuitement.

§ 2. Indien die produkten achtereenvolgens door meerdere melkinrichtingen behandeld, verwerkt en/of verpakt worden, is de retributie verschuldigd door ieder van hen, voor zover de verhandeling van de genoemde produkten het voorwerp was van een handelsverrichting.

§ 3. In geval van loonwerk is de retributie verschuldigd door de loonwerker voor zover er geen retributie wordt geïnd op het verwerkt produkt bij de eigenaar ervan.

§ 4. De retributie is niet verschuldigd door de melkinrichtingen die rauwe melk of room verzamelen indien deze produkten zonder behandeling, verwerking of verpakking worden doorverkocht, en het voorwerp zijn van de heffing van een retributie in het onmiddellijk volgende stadium.

Leveringen van butteroil of ghee in het kader van EEG-voedselhulp, alsmede de fabrikatie van boterconcentraat of het toevoegen van verliktkosten in boter of room met toepassing van de verordening (EEG) nr. 570/88 van de Commissie van 16 februari 1988 betreffende de verkoop tegen verlaagde prijs van boter en de toekenning van steun voor boter en boterconcentraat bestemd voor de vervaardiging van banketbakkerswerk, consumptie-ijs en andere voedingsmiddelen, worden vrijgesteld van de onder paragraaf 1 bepaalde retributies.

§ 5. Voor boterconcentraat gefabriceerd met toepassing van de verordening (EEG) nr. 3143/85 van de Commissie van 11 november 1985 betreffende de afzet tegen verlaagde prijs van interventieboter bestemd voor onmiddellijk verbruik in de vorm van boterconcentraat en van de verordening (EEG) nr. 429/90 van de Commissie van 20 februari 1990 betreffende de toekenning, via openbare inschrijving, van steun voor boterconcentraat voor rechtstreekse consumptie in de Gemeenschap, worden de retributies vastgesteld op 1/3 van de onder paragraaf 1 bepaalde retributies.

Voor boter verwerkt door groothandelaars die zuivelprodukten opnieuw verwerken worden de retributies vastgesteld op 1/3 van de onder paragraaf 1 bepaalde retributies.

Art. 3. Volgende retributies zijn verschuldigd door de houders van vergunningen aan het Fonds voor de afdeling van de bedoelde vergunningen :

a) groothandelaars in zuivelprodukten, groothandelaars in rauwe melk en room en groothandelaars die kaasprodukten opnieuw verwerken : een retributie van 2 600 frank;

b) groothandelaars die zuivelprodukten andere dan kaas opnieuw verwerken : een retributie van 8 000 frank;

c) kleinhandelaars in zuivelprodukten, houders van een winkel, venters : een retributie van 1 000 frank;

d) producera-venters, houders van melkkoeien voor de verkoop van zuivelprodukten van hun eigen bedrijf : een retributie van 1 000 frank.

Art. 4. De melkinrichtingen die bovendien groothandelaar of kleinhandelaar zijn, betalen de retributies voorgeschreven in artikel 2 en in artikel 3.

Art. 5. § 1. De melkinrichtingen doen aan de Dienst binnen de vijfenvierdaagse periode, na het einde van iedere maand waarin zij personen die rauwe melk of room ophalen of personen die meer dan 10 000 frank retributies per maand verschuldigd zijn, of na het einde van ieder trimester waarin zij andere personen zijn, een verklaring van de aan retributies onderworpen hoeveelheden te komen.

De verschuldigde retributies worden betaald binnen twee maanden na de desbetreffende maand of het desbetreffende trimester. Binnen hetzelfde burgerlijk jaar mag een betaling die lager is dan 500 frank, naar de volgende periode worden overgedragen.

§ 2. De retributies bepaald onder artikel 3 zijn jaarlijks en bij voorbaat betaalbaar.

§ 3. De laattijdige betaling heeft van rechtswege een nalatigheidstreit tegen de wettelijke rentevroegte tengevolge, vermeerderd met 500 frank voor administratieve kosten.

§ 4. De Dienst bepaalt de wijze van verklaring en van betaling.

Art. 6. Voor de vervanging en de vernieuwing van de vergunningstitels, verloren of beschadigd gedurende het dienstjaar, is de Dienst ermee gemachtigd een bedrag van 250 frank per titel te heffen.

Indien zich in de loop van het jaar een wijziging voordoet, inzonderheid met betrekking tot de houder van de vergunning, de zetel of de aard van de onderneming, wordt de nieuwe titel kosteloos uitgereikt.

Cette gratuité est accordée à la condition, en cas de changement du titulaire de la licence, que le cessionnaire continue le commerce de produits laitiers au même siège ou centre d'activité que celui du céder et, en cas de changement de la nature de l'entreprise, que celle-ci continue d'appartenir à une catégorie payant le même taux.

Art. 7. Les frais postaux et fiscaux afférents à la présentation et au recouvrement des sommes dues pour les titres de licences délivrés, remplacés ou renouvelés, sont à charge des intéressés.

Les cartes de distribution sont établies à ses frais par le titulaire de la licence.

Art. 8. Tout titre délivré au cours d'une année n'est valable que jusqu'au 31 décembre de cette année et donne lieu au paiement de l'intégralité de la rétribution fixée à l'article 3, si le titre est délivré avant le 1er juillet et à la moitié de cette rétribution si le titre est délivré à partir de cette date.

Art. 9. Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées et punies conformément à la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux.

Art. 10. L'arrêté royal du 16 juin 1989 fixant les rétributions à payer à l'Office national d: lait et de ses dérivés par les entreprises de préparation et de transformation de produits laitiers et par les titulaires de licences de vente desdits produits, modifié par les arrêtés royaux des 20 octobre 1992 et 3 juin 1993, est abrogé le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 11. La première phrase de l'article 4, alinéa 3 de l'arrêté royal du 27 février 1963 relatif à la distribution des produits laitiers est remplacée par la disposition suivante :

"Les licences et les cartes de distribution ne sont valables que pour l'année dont elle portent le millésime."

Art. 12. L'article 6 de l'arrêté royal du 27 février 1963 relatif à la distribution des produits laitiers est abrogé.

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 14. Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 juillet 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture
et des Petites et Moyennes Entreprises,
K. PINXTEN

N. 95 — 2713

27 AVRIL 1995. — Arrêté ministériel portant modification du tarif des analyses et travaux exécutés par la Station de Nématologie et d'Entomologie de l'Etat à Merelbeke

Le Ministre des Classes moyennes et de l'Agriculture,

Vu l'article 4 de l'arrêté royal du 15 octobre 1951, portant règlement organique des Stations de Recherches agronomiques de l'Etat,

Arrête :

Article 1^{er}. Les analyses effectuées par la Station de Nématologie et d'Entomologie de l'Etat à Merelbeke, à la demande de personnes privées physiques ou morales et à la demande des services publics donnent lieu à la perception des rétributions suivantes :

1. Analyses et diagnostics :

— Analyses d'échantillons de sol et de plantes sur la présence de nématodes : 1 000 FB.

— Analyse pollinique d'échantillons de miel : 1 000 FB.

— Etablissement d'un diagnostic en matière de maladies d'abeilles : 1 000 FB.

— Etablissement d'un diagnostic de préparation sur plantes agricoles et horticoles et dans les habitations ou autres constructions : 1 000 FB.

Het kosteloos uitreiken wordt toegestaan op voorwaarde, ingeval de houder van de vergunning gewijzigd wordt, dat de overnemer de handel in zuivelprodukten voortzet op dezelfde zetel of hetzelfde activiteitscentrum als de overdrager en, ingeval de aard van de onderneming gewijzigd wordt, dat deze blijft behoren tot een categorie die hetzelfde bedrag betaalt.

Art. 7. De portkosten en fiscale kosten met betrekking tot het aanbieden en het innen van de sommen, verschuldigd voor de uitgereikte vervangen of vernieuwde vergunningstitels, zijn ten laste van de belanghebbende.

De distributiekaarten worden door de titularis van de vergunning te zijnen laste opgemaakt.

Art. 8. Elke titel afgeleverd in de loop van een jaar is slechts geldig tot 31 december van dat jaar en verplicht tot de betaling van het ganse bedrag van de retributie vastgesteld bij artikel 3, zo de titel uitgereikt werd vóór 1 juli en van de helft van die retributie zo de titel afgeleverd werd vanaf die datum.

Art. 9. De overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld en bestraft overeenkomstig de dierengezondheidswet van 24 maart 1987.

Art. 10. Het koninklijk besluit van 16 juni 1989 houdende vaststelling van de vergoedingen verschuldigd aan de Nationale Zuiveldienst door de ondernemingen die zuivelprodukten bereiden of verwerken en door de houders van vergunningen voor de verkoop van genoemde produkten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 oktober 1992 en 3 juni 1993 wordt opgeheven op de dag van de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 11. De eerste zin van artikel 4, derde lid van het koninklijk besluit van 27 februari 1963 betreffende de verdeling van zuivelprodukten wordt vervangen door de volgende bepaling :

"De vergunningen en distributiekaarten zijn slechts geldig voor het jaar waarvan zij het jaartal dragen."

Art. 12. Artikel 6 van het koninklijk besluit van 27 februari 1963 betreffende de verdeling van zuivelprodukten wordt opgeheven.

Art. 13. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 14. Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 5 juli 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw
en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN

F. 95 — 2713

27 APRIL 1995. — Ministerieel besluit houdende wijziging van het tarief der ontledingen en werken uitgevoerd door het Rijksstation voor Nematologie en Entomologie te Merelbeke

De Minister van Middenstand en Landbouw,

Gelet op artikel 4 van het koninklijk besluit van 15 oktober 1951, houdende het organiek reglement van de Rijksstations voor Landbouwkundig Onderzoek,

Besluit :

Artikel 1. Voor de ontledingen uitgevoerd door het Rijksstation voor Nematologie en Entomologie te Merelbeke, op verzoek van particulieren, zo natuurlijke als rechtspersonen, en op verzoek van overheidsdiensten, dienen de volgende vergoedingen betaald :

1. Ontledingen en diagnose :

— Onderzoek van grond- en plantenmonsters op nematoden : 1 000 BE.

— Ontleding van honingmonsters voor pollenanalyse : 1 000 BE.

— Diagnose van bijenziekten : 1 000 BE.

— Diagnose van plagen op land- en tuinbouwgewassen en in de woningen of andere gebouwen : 1 000 BE.